

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Ottawa, Ontario

Du 9 au 11 décembre 2025

Consœurs, confrères et amis,

Ce rapport est présenté seulement quelques semaines après notre congrès national. Permettez-moi donc de commencer par adresser mes plus sincères remerciements à l'ensemble des personnes déléguées et à tous nos membres à travers le pays pour leur appui. C'est un honneur et un privilège incroyables de représenter les 800 000 membres du SCFP. Je débute mon troisième mandat en tant que secrétaire-trésorière nationale plus déterminée que jamais à soutenir les membres de ce grand syndicat, car nous méritons pleinement tout ce pour quoi nous luttons et bien plus encore.

Au Bureau de la trésorerie nationale, le rythme n'a pas ralenti après le congrès. Dès la fin de notre événement à Toronto, nous avons plongé directement dans la préparation du budget, avec tout ce que cela implique : réunions, discussions et planification. L'allocation de ressources financières pour soutenir les travaux de nos sections locales constitue une partie essentielle du travail de mon bureau. Dans les mois à venir, nos membres mèneront d'importantes batailles, que ce soit dans le cadre de campagnes, dans les négociations, sur les lignes de piquetage ou dans l'arène politique. Notre syndicat continuera à investir dans leur militantisme et leur esprit d'initiative, car c'est le dévouement de nos membres qui rend nos lieux de travail, nos communautés et notre pouvoir collectif plus forts.

La force du SCFP repose sur notre solidarité et sur nos objectifs communs. Le travail de mon bureau ne consiste pas seulement à gérer les ressources, mais aussi à veiller à ce que notre syndicat dispose des moyens nécessaires pour défendre les services publics, soutenir les travailleuses et travailleurs, et lutter contre les inégalités partout où elles se manifestent. Chacune de nos décisions est guidée par la conviction que lorsque les travailleuses et les travailleurs s'unissent, elles et ils ont le pouvoir de changer les choses de manière durable.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

DAWN BELLEROSE, PATRICK GLOUTNEY, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Le travail non payé, c'est du vol

Le 16 septembre, j'ai participé à la manifestation de notre Division du transport aérien sur la Colline du Parlement pour faire passer le message que le travail non payé, c'est du vol. Celle-ci se déroulait quelques semaines seulement après la grève historique du SCFP chez Air Canada, un débrayage qui a attiré l'attention sur cet enjeu et qui a fait bouger les choses et ce, malgré la décision honteuse du gouvernement fédéral d'invoquer l'article 107 du Code canadien du travail pour tenter d'y mettre fin.

Il s'agit du même gouvernement qui avait refusé de légiférer sur le travail non rémunéré en prétextant qu'il relevait de la négociation collective. Pourtant, il n'a pas hésité à intervenir pour faire taire nos membres du transport aérien lorsqu'ils ont exercé leur droit de négociation en débrayant. La démonstration était claire : le travail non rémunéré constitue bel et bien un enjeu législatif. Nos membres vont continuer à se faire entendre haut et fort pour que le gouvernement fasse enfin le nécessaire. Et je serai fièrement à leurs côtés.

Pleins feux sur l'éducation à la petite enfance

Le 18 septembre, j'ai eu l'immense privilège de me joindre aux membres de notre Groupe de travail national sur la garde à l'enfance pour la remise de leur pétition « Pleins feux sur l'éducation à la petite enfance » à Anna Gainey, secrétaire parlementaire à l'Enfance et à la Famille. La pétition réclame de nouveaux investissements pour attirer et retenir le personnel dévoué qui prend soin de nos enfants à un moment crucial de leur développement.

Le groupe a discuté de ses revendications avec Patty Hajdu, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, et Anna Gainey, secrétaire parlementaire à l'Enfance et à la Famille. Il a souligné que, pour maintenir la qualité et l'abordabilité des services éducatifs à l'enfance qui profitent aux familles et aux communautés de tout le pays, il faut absolument reconnaître la pleine valeur du travail des travailleuses et travailleurs du secteur et les hisser au-dessus du seuil de pauvreté.

Union des municipalités de la Colombie-Britannique

Du 22 au 25 septembre, j'ai eu l'occasion de me joindre à un groupe influent de dirigeantes, de dirigeants et de membres du personnel du SCFP lors du congrès annuel de l'Union des municipalités de la Colombie-Britannique, à Victoria. Représentant des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs municipaux à travers le pays, notre syndicat accorde une grande importance à ce type d'occasion qui nous permet d'échanger directement avec les dirigeants municipaux, un volet essentiel de notre travail de défense et de représentation.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à la vice-présidente générale, Karen Ranalletta, pour son invitation et son leadership remarquable tout au long de l'événement. J'adresse également mes félicitations les plus chaleureuses à toutes les personnes qui ont contribué à mettre en valeur la force, la crédibilité et l'engagement indéfectible du SCFP envers les services publics. Leur professionnalisme et leur expertise ont permis de faire entendre – et de faire respecter – la voix du SCFP lors de ce rassemblement.

Lancement du livre de Judy Darcy, *Leading from the Heart*

Le 2 octobre, j'ai eu le privilège d'assister au lancement de *Leading from the Heart*, les mémoires de l'ancienne présidente du SCFP, Judy Darcy. L'autrice a lu un chapitre et a partagé des histoires très personnelles tirées d'une vie entière de militantisme : ses débuts avant son arrivée au SCFP, son leadership au sein du syndicat, puis son passage comme ministre britanno-colombienne de la Santé mentale et des Toxicomanies. L'écouter parler si franchement de ses expériences m'a beaucoup inspirée. C'est un puissant rappel de l'impact durable qu'une personne engagée peut avoir sur tant de vies.

32^e congrès biennal du SCFP

Notre 32^e congrès biennal s'est tenu du 6 au 10 octobre à Toronto, avec d'autres réunions, caucus et activités dans les jours précédents. Plus de 2 300 personnes déléguées, 114 personnes invitées et près de 500 membres du personnel se sont réunis pour discuter des progrès et de l'avenir de notre syndicat. C'est avec fierté que j'ai présenté mon rapport sur nos réalisations de 2023 à 2024, ainsi que sur les mesures que nous prenons pour renforcer notre impact.

Les personnes déléguées ont adopté le document d'orientation stratégique qui façonnera les travaux de notre syndicat au cours des deux prochaines années, ainsi que sept amendements statutaires et 34 résolutions qui en couvrent dix-neuf autres. Le congrès a également mis en lumière le travail exceptionnel de nos sections locales et le dévouement des militantes et militants qui soutiennent nos membres au quotidien.

Le congrès de cette année a introduit plusieurs nouvelles initiatives pour les personnes déléguées. Plus de 120 d'entre elles ont suivi notre formation virtuelle *Promouvoir une culture d'intervention*, en plus d'une séance d'information destinée aux nouvelles personnes déléguées. Cette formation a également été offerte en personne avant l'ouverture officielle du congrès.

Nos ateliers quotidiens de 30 minutes sur l'intervention en cas de surdose ont été particulièrement bien accueillis. Ces séances ont non seulement permis aux participantes et participants d'apprendre à reconnaître les signes d'une surdose d'opioïdes et à intervenir efficacement à l'aide de la naloxone, mais elles ont aussi offert des démonstrations pratiques pour renforcer la confiance nécessaire à l'administration du médicament. Plusieurs personnes déléguées ont indiqué que cette formation les avait mieux outillés pour réagir en situation d'urgence, que ce soit dans leur milieu de travail, leur communauté ou lors d'événements syndicaux.

Nous avons également poursuivi le programme *Marcher en sécurité*, lancé lors de notre congrès de 2023 à Québec. Ce service continue d'offrir aux personnes déléguées un accompagnement et un soutien lors de leurs déplacements vers leurs hôtels, et est un élément apprécié de notre engagement à créer des espaces sécuritaires et inclusifs lors de tous les événements du SCFP.

Nous avons eu le privilège d'entendre des allocutions de la mairesse de Toronto Olivia Chow, de la présidente du CTC Bea Bruske, de Timothy Caulfield de l'Université de l'Alberta, du président de l'AFSCME Lee Saunders et de la présidente de la FTQ Magali Picard. Nous avons aussi accueilli des partenaires internationaux : Margarita Lopez (SINTRACUAVALLE, Colombie), Maria Luisa Regalado (CODEMUH, Honduras), Yvette Gauthier Etienne (CTSP, Haïti), Carine Metz (DWRC, Palestine), Lana Nazzal (Syndicat des employés de la santé, Palestine), Santi Dasmarinas (COURAGE, Philippines), Christina McAnea (UNISON, Royaume-Uni), Ethan Young (ISP, États-Unis) et Nadia Revelo (CoDevelopment Canada).

Le congrès est également l'occasion d'élire les membres de notre Conseil exécutif national. Je suis profondément honorée de continuer à représenter nos membres à l'échelle nationale et de défendre les enjeux qui nous tiennent le plus à cœur. Je tiens à féliciter chaleureusement les membres nouvellement élus du Conseil exécutif national, dont le leadership nous guidera dans les années à venir, mais aussi à remercier celles et ceux qui nous ont quitté cette année pour leur dévouement, leur engagement et leur contribution à notre syndicat et au mouvement dans son ensemble.

Réunion du Conseil canadien du Congrès du travail du Canada

Les 22 et 23 octobre, j'ai participé à la réunion du Conseil canadien du CTC à Ottawa, où des dirigeantes et dirigeants syndicaux de tout le pays se sont réunis pour discuter des grands enjeux qui façonnent l'avenir du travail au pays. Dans le climat politique mondial actuel, particulièrement à l'ère de Trump, nos discussions sur le commerce, les droits de douane et l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) sont arrivés à point nommé et ont donné matière à réflexion. Nous avons aussi pu échanger avec les personnes candidates à la direction du NPD fédéral, ce qui a permis d'obtenir d'importantes informations sur leurs visions concernant l'orientation du parti et la promotion des intérêts des travailleuses et travailleurs dans l'ensemble du pays.

Les préparatifs vont bon train pour le congrès du CTC prévu en mai à Winnipeg.

Réunion des dirigeantes et dirigeants des sections locales de l'Alberta

Danielle Smith a encore frappé, cette fois en invoquant la clause dérogatoire de la Charte pour priver les enseignantes et les enseignants albertains de leur droit de grève. Le recours à cette « option nucléaire » constitutionnelle ne cible pas seulement ce groupe; il crée un dangereux précédent qui menace les droits fondamentaux de toutes les travailleuses et tous les travailleurs et pourrait inspirer d'autres gouvernements de droite.

En réponse, les dirigeantes et dirigeants de nos sections locales albertaines se sont réunis à plusieurs reprises au cours de la dernière semaine d'octobre pour échanger des informations, élaborer des stratégies et discuter de leurs options. J'ai eu l'honneur de les rejoindre virtuellement le 27 octobre pour écouter leurs réflexions et constater leur détermination à forger une réponse syndicale forte et unie. J'adresse mes plus sincères remerciements aux leaders de l'Alberta qui se mobilisent en cette période difficile, et je remercie tout particulièrement la vice-présidente régionale Raj Uppal pour son

leadership et son engagement envers la défense des droits des travailleuses et travailleurs.

Réunion d'urgence du CTC

Le SCFP-Alberta n'était pas le seul à s'indigner du dernier abus de pouvoir de Danielle Smith. Le 28 octobre, j'ai rejoint d'autres dirigeantes et dirigeants du mouvement syndical canadien pour une réunion d'urgence du CTC. Nous avons obtenu des informations provenant directement des personnes impliquées et œuvré à la formulation d'une réponse collective. Le Conseil canadien a adopté à l'unanimité une résolution par laquelle il s'engage à contester le recours du gouvernement conservateur albertain à la clause dérogatoire par le biais de mesures juridiques et de campagnes publiques coordonnées. Ce front commun envoie un message clair : les attaques contre les droits des travailleuses et travailleurs ne resteront pas sans réponse.

Académie des personnes trésorières du SCFP-Colombie-Britannique

Les 4 et 5 novembre, j'ai eu le grand plaisir de me joindre à un groupe de membres du SCFP à l'occasion d'une semaine de formation syndicale qui se déroulait à Nanaimo, en Colombie-Britannique. La mission première de notre syndicat consiste à aider nos membres à obtenir de bonnes conventions collectives et à les faire respecter. Cela repose non seulement sur le travail de notre personnel dévoué et de nos militantes et militants de première ligne, mais aussi sur celui de nos agentes financières et agents financiers, les personnes trésorières et syndiques, qui œuvrent souvent dans l'ombre. Passer du temps avec ces leaders financiers locaux, alors qu'ils renforçaient leurs compétences et approfondissaient leur compréhension de leurs rôles essentiels, a été une véritable source d'inspiration. Je tiens à remercier Tony Rebelo, secrétaire-trésorier du SCFP-Colombie-Britannique, d'avoir organisé cette réunion pour les personnes trésorières.

En prime, j'ai eu la chance de rencontrer des membres qui participaient à la formation « Women in Leadership » et de leur faire connaître le nouveau livre de notre ancienne présidente Judy Darcy. Un grand merci à Karen Ranalletta, présidente du SCFP-C.-B., et à Tony Rebelo, secrétaire-trésorier, pour cette belle occasion.

Ligne de piquetage de la section locale 3912

Le 12 novembre, je me suis rendue sur la ligne de piquetage de la section locale 3912, pour me joindre à nos membres et à leur lutte pour obtenir un salaire équitable et une sécurité d'emploi digne de ce nom. Leur combat dépasse les limites de leur milieu de travail : ils défendent la qualité de l'enseignement postsecondaire dans toute la Nouvelle-Écosse. C'est bien connu : les conditions de travail de nos membres sont les conditions d'apprentissage des étudiantes et des étudiants; défendre les unes, c'est défendre les autres.

Nos membres sont restés soudés et déterminés, malgré les tactiques dilatoires des deux universités. Leur solidarité a fait toute la différence : peu après notre visite, nos équipes de négociation à l'Université Mount Saint Vincent et à l'Université Saint Mary's sont parvenues à des ententes de principe.

Congrès de la Fédération du travail de l'Ontario

Du 17 au 21 novembre, j'ai eu le plaisir d'assister à une partie du Congrès de la Fédération du travail de l'Ontario et de voir Laura Walton, de l'Ontario, être réélue à la présidence de la FTO pour un deuxième mandat. Les personnes déléguées du SCFP étaient présentes en grand nombre, apportant de l'énergie aux travaux et incarnant pleinement le thème du congrès « Nous ne faisons qu'un ». Le message tout au long de la semaine était clair : le mouvement syndical ontarien est organisé, déterminé et prêt à relever de front les défis posés par le gouvernement Ford.

Conférence sur la justice raciale et les droits de la personne / Déjeuner des femmes

Le 27 novembre, lors du déjeuner annuel des femmes dans le cadre de la Conférence sur la justice raciale et les droits de la personne, j'étais accompagnée de Judy Darcy, ancienne présidente nationale du SCFP. J'ai animé une discussion avec Judy au sujet de ses mémoires récemment publiées, *Leading from the Heart*. Judy a parlé de sa longue carrière de militante, du sexisme et de l'intimidation auxquels elle a fait face dans le mouvement syndical, de son histoire familiale ainsi que de son travail comme première titulaire du poste de ministre de la Santé mentale et des Dépendances en Colombie-Britannique. Le thème de la conférence de cette année portait sur la santé mentale, et Judy a clairement démontré aux participantes et participants pourquoi la santé mentale et les dépendances sont à la fois des enjeux syndicaux et des enjeux de droits de la personne. Des décennies après avoir quitté la présidence nationale, elle continue d'inspirer des générations de femmes du SCFP. Un grand merci à Yolanda McClean, trésorière du SCFP Ontario, pour cette invitation.

Visite de nos membres au Biodôme de Montréal

Le 28 novembre, en compagnie de notre président national, Mark, et de Hugo Tessier, vice-président régional pour le Québec, j'ai eu l'incroyable privilège de rendre visite aux membres du SCFP qui travaillent au Biodôme de Montréal. Les membres des sections locales 301 et 429, qui représentent les cols bleus et blancs de la Ville de Montréal, incarnent tout ce que nous attendons des employés municipaux, et même plus. Leur travail consiste notamment à s'occuper des nombreux visiteurs et résidents du Biodôme, dont beaucoup peuvent être très exigeants.

C'est vraiment un privilège de rencontrer les membres sur leur lieu de travail et de les entendre parler du service exceptionnel qu'ils fournissent au public et à nos communautés. Je tiens à remercier chaleureusement la section locale 301 d'avoir organisé cette visite exceptionnelle, ainsi que la section locale 429 de s'être jointe à nous pour une soirée vraiment spéciale dans les coulisses du Biodôme.

Manifestation à Montréal

Le 29 novembre, à Montréal, j'ai eu le plaisir de me joindre à une importante délégation du SCFP et à plus de 50 000 autres militants pour une journée de mobilisation pleine d'énergie, afin de dénoncer l'attaque du gouvernement du Québec contre les droits des travailleuses et travailleurs. Ces derniers mois, M. Legault et ses alliés de la droite ont adopté des projets de loi qui affaiblissent le mouvement syndical en limitant le droit de grève et en voulant rendre facultative une partie des cotisations syndicales. Ces politiques radicales exigent une réponse forte et déterminée. La manifestation n'a pas déçu. Je suis toujours inspirée par la force et la solidarité que ces événements génèrent au Québec. Une fois de plus, ce fut un honneur de me tenir aux côtés de nos dirigeantes, dirigeants et membres dans les magnifiques rues de Montréal.

Rencontre avec les membres en grève de la section locale 1281

Le 4 décembre, j'ai eu le plaisir de rencontrer les huit membres de la section locale 1281, en grève depuis le 27 octobre. Leur employeur, l'Association des professeurs de l'Université York, est arrivé à la table de négociation avec plus de 100 demandes de concessions. Bien que la plupart de ces demandes aient maintenant été retirées, il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour obtenir la convention collective que ces membres méritent. Ce fut inspirant de rencontrer les membres de cette section locale petite, mais forte. Je n'ai aucun doute qu'ils parviendront à un résultat positif.

Consultations budgétaires

Chaque année, au BSTN, les deux derniers mois sont consacrés à la préparation du budget de l'année à venir. Cela implique d'examiner les propositions de chaque région et de rencontrer les directions générales et régionales de tout le pays afin de comprendre leurs priorités, leurs défis et leurs besoins. Je tiens à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont participé à ces discussions et ont apporté leur contribution quant à la manière d'utiliser au mieux les fonds provenant directement du travail acharné de nos membres.

Comme toujours, les demandes ont dépassé les ressources disponibles. Le montant total des demandes provenant de l'ensemble du syndicat s'élevait à un peu plus de 24 millions de dollars. Après la finalisation du budget de base et des ajustements à certains postes budgétaires spécifiques, il nous restait un peu plus de 7 millions de dollars pour toutes les nouvelles dépenses. Il est toujours difficile de déterminer la meilleure façon d'utiliser les ressources disponibles, mais je suis convaincue que le budget présenté lors de cette réunion du Conseil représente notre meilleur effort pour équilibrer ces priorités concurrentes et positionner notre syndicat pour une autre année forte et active en 2026.

Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits

Cet automne, le Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits (BIPHC) s'est concentré sur le développement d'un cadre de travail qui permettra de traiter le nombre croissant de dossiers qui lui sont adressés. Depuis le début de l'année, le BIPHC a pris en charge plus de 100 dossiers, un nombre appelé à augmenter

à mesure qu'on étendra ses services à de nouvelles régions et qu'on apportera des changements au processus alternatif. Il fournit les services suivants : conseils sur la procédure de procès et le processus alternatif, évaluations culturelles, médiation, conseils en matière de responsabilisation, consultation sur les cas complexes, mesures provisoires, planification de la sécurité, coaching en matière de conflits et évaluation des risques. Ces chiffres n'incluent pas les plaintes déposées au programme d'ombudspersonnes lors d'événements, à moins que celles-ci nous aient été référées après l'activité.

Le BIPHC a coordonné le programme d'ombudspersonnes au congrès national, en plus de produire une évaluation des risques et un plan de sécurité. L'équipe a reçu 38 plaintes et la personne directrice du bureau a traité 15 autres affaires. Sur environ 52 problèmes, seize ont été retenus pour un suivi. Le bureau a tiré des leçons du congrès. Depuis, il s'est doté d'un cadre de suivi des plaintes pour assurer un bon traitement des cas de harcèlement et de discrimination. Afin d'appuyer la pérennité du programme, il a collaboré avec le Service d'éducation syndicale à la création d'un guide à l'intention des personnes responsables et à la mise à jour du programme de formation des ombudspersonnes destiné au personnel québécois et bilingue. Cette formation sera dispensée cet hiver.

Le BIPHC poursuit sa collaboration avec le Service des affaires juridiques et le Bureau du président national pour développer le processus d'intervention et de prévention du harcèlement et de la discrimination (le processus alternatif) dans le cadre de la procédure de procès. Grâce à l'adoption d'un amendement statutaire au congrès, nous allons pouvoir mettre en œuvre un processus tenant compte des traumatismes et fondé sur les pratiques optimales, les droits de la personne et du travail, ainsi que les commentaires des membres.

Le BIPHC a entamé la préparation d'un manuel et d'un programme de formation sur la justice réparatrice en collaboration avec Community Justice Initiatives et l'ancienne directrice du Centre for Indigegogy, aujourd'hui fermé. Une formation pilote est prévue pour 2026 avec un petit groupe de membres du personnel, afin d'inaugurer une communauté de pratique de justice réparatrice qui pourra porter main-forte dans les dossiers adaptés à ce cadre de responsabilisation. Le projet pilote de cinq jours proposera aussi des formations et des ateliers plus courts qui permettront au personnel et aux sections locales d'approfondir leurs compétences en matière de pratiques réparatrices.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

Avec le congrès national derrière nous, notre équipe des événements concentre désormais toute son attention sur un programme chargé pour l'année prochaine. La première grande activité sera la rencontre de tous les comités, qui se tiendra du 23 au 26 février à Ottawa. Cette année, nous préparons quelque chose de différent : en plus d'offrir à tous les comités l'occasion de se réunir pour la première fois, les participantes et participants prendront part à une semaine bien remplie comprenant notamment une journée de lobbying du SCFP. La planification ne fait que commencer, mais nous sommes enthousiastes face à cette nouvelle approche et l'occasion de créer pour les membres du SCFP l'opportunité d'être sur la colline parlementaire afin de défendre nos services publics.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2025

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière à la fin du troisième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse générale était de 457,9 millions de dollars, comparativement à 448,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Le solde bancaire était de 9,4 millions de dollars, en baisse de 9,4 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2024. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès de 2025, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 362,6 millions de dollars, comparativement à 358,7 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Selon la méthode où nous utilisons le taux de rendement prévu des investissements, le véritable passif tel que calculé par notre actuaire au 31 décembre 2024 s'élevait à 293,2 millions de dollars. Ce passif a été porté à 301,8 millions de dollars au 30 septembre 2025, se rapprochant ainsi de la valeur de notre passif à la fin de 2025 estimée par Eckler. Ce montant est entièrement comptabilisé dans le passif à long terme de notre bilan.

Solde de la Caisse : Le solde de la caisse se situait à 95,3 millions de dollars, dont un total de 4 millions de dollars est affecté comme suit : 1,6 million de dollars à la Caisse de participation aux événements nationaux et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec le reste du solde, nous avons investi 80,8 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde sans restriction de 10,5 millions de dollars.

État des résultats à la fin du troisième trimestre

Le surplus d'exploitation à la fin du troisième trimestre s'élevait à 5,5 millions de dollars.

Revenus : Les revenus s'élevaient à 215,1 millions de dollars par rapport à un budget de 214,3 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 213,4 millions de dollars du revenu total, ce qui correspond au montant budgété.

Dépenses : Le total des dépenses était de 209,7 millions de dollars, ce qui est inférieur de 5,9 millions de dollars au budget.

Les salaires sont inférieurs de 2,8 millions de dollars au budget et les avantages sociaux courants dépassent de 1,5 million de dollars la somme budgétée. Les salaires des directeurs, directrices et personnes conseillères sont inférieurs de 2,5 % (1,6 million de dollars) au budget, et ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs de 7 % (938 000 \$) au budget. Les salaires du personnel de bureau sont inférieurs de 2,8 % (511 000 \$) au budget. Les remplacements de vacances dépassent le budget de 14,5 % (239 000 \$).

Dépenses d'exploitation

Vous trouverez ci-dessous quelques-uns des postes de dépenses les plus importants :

1. Les dépenses des programmes sont **inférieures** de 3 millions de dollars au budget.
2. Les dépenses liées à l'orientation stratégique sont **inférieures** de 1,5 million de dollars au budget.
3. Les dépenses de bureau sont **inférieures** de 758 000 \$ au budget.
4. Le coût des conférences nationales est **supérieur** de 898 000 \$ au budget.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière à la fin du troisième trimestre

Actif : L'actif total s'élevait à 42,7 millions de dollars, stable par rapport à 42,7 millions de dollars au 31 décembre 2024 et en hausse par rapport à 40,2 millions de dollars au 30 septembre 2024.

Le solde bancaire était de 6,8 millions de dollars, en hausse de 374 000 \$ par rapport au 31 décembre 2024. En outre, nous avons des placements totalisant 33,3 millions de dollars, en hausse de 1,1 million de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,6 millions de dollars comparativement à 4 millions de dollars au 31 décembre 2024. Nous avons aussi un passif de 17,3 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, ce qui représente une augmentation de 2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2024. Enfin, la Caisse nationale de défense devait 684 000 \$ à la Caisse générale à la fin du trimestre.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse nationale de défense était de 22 millions de dollars, en hausse de 1,2 million de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

État des résultats à la fin du troisième trimestre

L'état des résultats affiche un surplus au troisième trimestre avant les pertes non réalisées de 1,3 million de dollars.

Revenus : Les revenus totaux de la Caisse s'élevaient à 14,1 millions de dollars. La capitation allouée à la Caisse au 30 septembre 2025 s'élevait à 12,8 millions de dollars et les placements ont produit 1,3 million de dollars en intérêts.

Dépenses : Les dépenses de la Caisse totalisaient 12,8 millions de dollars se détaillant comme suit :

Campagnes à frais partagés : un montant de 6 060 844 \$ en campagnes à frais partagés a été approuvé par le Conseil exécutif national, mais nous avons récupéré 669 914 \$ en fonds inutilisés provenant de campagnes des années précédentes clôturées au cours de l'année. Nos dépenses nettes au titre des campagnes à frais partagés s'élevaient donc à 5 390 930 \$.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses s'élevaient à 2 273 120 \$ sur un budget annuel de 4 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses s'élevaient à 1 843 216 \$ sur un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses s'élevaient à 984 635 \$ sur un budget annuel de 4,3 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Les dépenses réelles cumulées s'élevaient à 2 275 501 \$ sur un budget annuel de 4,6 millions de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière à la fin du troisième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève s'élevait à 110,1 millions de dollars, en baisse de 25,7 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2024. Cet actif se composait de 2,2 millions de dollars en liquidités, de 2,5 millions de dollars en capitation à recevoir, de 253 000 \$ en comptes débiteurs et de 105,1 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer, totalisant 2,8 millions de dollars, ainsi qu'un montant de 29 000 \$ dû à la Caisse générale.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse s'établissait à 107,3 millions de dollars, comparativement à 132,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

État des résultats à la fin du troisième trimestre

La Caisse présentait un déficit d'exploitation de 25,3 millions de dollars après une perte non réalisée de 55 000 \$.

Revenus : Le revenu total s'élevait à 19,7 millions de dollars, dont 12,8 millions de dollars consistaient en revenus de capitation affectés à la Caisse. Les revenus de placement s'élevaient à 6,9 millions de dollars.

Dépenses : Le total des dépenses était de 45 millions de dollars et se répartissait comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	38 354 491 \$
Dépenses pour éviter une grève :	5 842 812 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	403 333 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	400 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUT AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du troisième trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 830 (Î.-P.-É.), Ville de Charlottetown

Section locale 5564 (Québec), Autobus Fleur de Lys

Section locale 4545 (Québec), Ville de Laval

Section locale 2073 (Ontario), Société canadienne de l'ouïe

Section locale 1750 (Ontario), Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)

Section locale 5525 (Ontario), Villa Colombo Homes for the Aged

Section locale 4091 (transport aérien), Air Canada

Section locale 4092 (transport aérien), Air Canada

Section locale 4095 (transport aérien), Air Canada

Section locale 4094 (transport aérien), Air Canada

Section locale 4098 (transport aérien), Air Canada Rouge

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T4)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du trimestre en cours :

Section locale 3912 (N.-É.), Université Mount Saint Vincent, 150 membres en grève du 22 octobre au 15 novembre 2025.

Section locale 3912 (N.-É.), Université Saint Mary's, 170 membres en grève du 23 octobre au 15 novembre 2025.

Section locale 830 (Î.-P.-É.), Services d'eau et d'utilité publique de la Ville de Charlottetown, 30 membres en grève du 29 juillet au 12 novembre 2025.

Section locale 4317 (Québec), Port de Montréal, 32 employé(e)s de bureau en grève depuis le 22 septembre 2025.

Section locale 5490 (transport aérien), Pascan Airlines, 20 agentes et agents de bord en grève depuis le 28 octobre 2025.

Section locale 1983 (Québec), Société des transports de Montréal, 2 200 membres en grève d'une journée le 1^{er} novembre 2025.

Section locale 5564 (Québec), Autobus Fleur de Lys, 22 membres en grève depuis le 16 novembre 2025.

Section locale 1544 (Ontario), Timmins Transit, 39 membres en grève du 29 septembre au 11 octobre 2025.

Section locale 1281-33 (Ontario), Association des professeur(e)s de l'Université York, 8 membres en grève depuis le 27 octobre 2025.

Section locale 410 (C.-B.), Bibliothèque publique du Grand Victoria, 40 membres respectant la ligne de piquetage d'un autre syndicat du 23 au 25 septembre 2025.

Section locale 15 (C.-B.), Orchestre symphonique de Vancouver, 150 membres respectant la ligne de piquetage d'un autre syndicat du 25 au 29 septembre 2025.

Section locale 1699 (C.-B.), District régional Fraser Fort George, 100 membres en grève tournante depuis le 18 octobre et en lock-out du 7 au 19 novembre 2025.

Section locale 2269 (C.-B.), District de Squamish, 225 membres en lock-out du 16 octobre au 30 octobre 2025.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en septembre 2025, le total de l'arrérage s'élevait à 14 859 308 \$, soit une augmentation de 294 886 \$ ou 2,02 % par rapport au trimestre terminé en juin 2025. Ce total a augmenté de 7,33 % par rapport à septembre 2024. En moyenne, l'arrérage par membre s'élève à 19,34 \$, en augmentation par rapport à 18,68 \$ en septembre 2024. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne sur douze mois de 768 184 membres au 31 décembre 2024.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Au quatrième trimestre 2025, nous analysons et poursuivons des possibilités à Red Deer et Ste Catharines. Nous sommes en train de négocier de nouveaux locaux à Corner Brook, Peel, Peterborough, Medicine Hat, Prince George et Terrace, ainsi que des locaux supplémentaires à Edmonton. Nous avons également signé de nouveaux baux à London et à Hamilton. Toutes ces transactions sont motivées par la croissance interne et la nécessité de trouver des locaux plus sûrs et de meilleure qualité.

Nous mettons en œuvre des projets de construction de bureaux à Sydney, London et Hamilton, ainsi qu'un projet d'agrandissement à St John's. Nous travaillons aussi à définir l'étendue des travaux projetés pour les bureaux de l'Ontario et de l'Atlantique. Enfin, nous étudions les marchés immobiliers de Moncton, Saskatoon et Cornwall, où nous possédons des propriétés qui ne répondent plus à nos besoins.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Améliorations au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe informatique intègre de nouvelles fonctionnalités au SGRM, notamment au module ISL (informations sur les sections locales). Les améliorations portent sur la gestion des organisations et des structures provinciales, l'intégration des données relatives aux règlements et aux régimes de retraite provenant du module CC (conventions collectives) et l'achèvement de l'intégration des comités nationaux, actuellement en phase d'essai et qui, après approbation, devrait passer en production d'ici la fin de l'année.

De plus, l'équipe travaille avec la DOSR et les Finances à l'évaluation de fournisseurs de solutions de paiement en personne pour les projets de syndicalisation, ainsi qu'à l'intégration d'une telle solution au système des finances et de l'exploitation. En outre, nous évaluons des options de paiement en ligne et la possibilité de permettre l'inscription régionale de plusieurs membres aux ateliers du module ED (Éducation) du SGRM.

Dès que possible, le module « Formulaires de grève » sera testé auprès d'un groupe sélectionné, ce qui permettra à des membres du personnel et à des sections locales de formuler des commentaires sur sa fonctionnalité et sa facilité d'utilisation. Ce projet pilote vise à identifier les points à améliorer et à s'assurer que les formulaires répondent aux besoins et aux attentes en amont du lancement officiel de ce module.

JustPay version 3

La dernière génération de l'application JustPay version 3, actuellement utilisée par les personnes conseillères en évaluation des emplois de l'Ontario et du Québec, continue de recevoir de petites mises à jour depuis son lancement plus tôt cette année. Nous comptons retirer la version 2 d'ici trois mois.

Fonds pour la justice mondiale

Le projet du Fonds pour la justice mondiale est en phase d'analyse. Il vise à remplacer le formulaire PDF sur scfp.ca, par un formulaire à remplir et à soumettre en ligne, afin de rationaliser les demandes et d'améliorer la précision et l'expérience utilisateur. L'équipe des finances et le promoteur du projet ont peaufiné leurs exigences, et le premier document d'exigences opérationnelles a été achevé et mis à jour pour ajouter les divisions, les conseils et les membres individuels aux donateurs acceptés. L'équipe informatique prépare le deuxième document, qui contiendra des maquettes conceptuelles et des conceptions d'interface utilisateur, tout en analysant l'intégration avec un fournisseur financier tiers et le système financier existant afin d'améliorer l'efficacité des transactions.

Remplacement du système de comptabilité et de capitation

La transition vers le nouveau système comptable est terminée. Celui-ci est opérationnel et s'intègre au système de dépenses Moniroo. Le déploiement du nouveau système de versement de la capitation se concentrent actuellement sur la Phase 1, qui remplace l'ancien système de capitation afin d'en améliorer la stabilité, de renforcer les fonctionnalités et de s'aligner sur l'infrastructure Microsoft supportant notre grand livre. La Phase 1 devrait être mise en service le 1er mai 2026. La planification de la Phase 2 est en cours et permettra l'introduction d'un portail de paiement pour simplifier les transactions et éliminer les délais. La mise en œuvre de la Phase 2 est prévue vers la fin de 2027.

Avanti

Le projet HR Avanti Time & Attendance, qui a débuté en août 2025, permettra au personnel de présenter des demandes de congés et d'heures supplémentaires par l'intermédiaire de l'ESS, avec un processus d'approbation automatisé. Les essais de configuration sont en cours, les essais de production commenceront en décembre et la mise en service est prévue pour janvier 2026, avec suivi jusqu'en février.

Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP

La migration et le déploiement des nouvelles équipes DocsSCFP en Saskatchewan progressent bien et devraient s'achever à la mi-novembre; suivra la phase d'adoption finale qui se terminera en décembre.

La planification des activités de gestion de l'information pour 2026 commencera une fois terminés la mise en œuvre en Saskatchewan et l'examen des leçons tirées du projet.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Le Conseil de fiducie mixte a tenu sa dernière réunion ordinaire de l'année le 3 décembre 2025. Les principaux points abordés étaient les suivants :

- l'approbation des hypothèses et des méthodes pour l'évaluation actuarielle du RRES au 1^{er} janvier 2026;
- la confirmation des hypothèses économiques relatives aux rachats en 2026;
- l'évaluation des gestionnaires de placements;
- et l'adoption de nouvelles politiques de confidentialité et de protection de la vie privée.

La transition des services d'administration des retraites a eu lieu le 1^{er} novembre 2025, le nouveau fournisseur assurant désormais le versement des prestations. La transition s'est faite en douceur, sans perturbation pour les bénéficiaires. Ce changement s'inscrit dans le cadre des efforts constants déployés par le Conseil de fiducie mixte pour améliorer la qualité du service, renforcer la sécurité des données et suivre l'évolution des normes en matière d'administration des retraites.

Nous organiserons des séminaires de planification de la retraite en personne au printemps 2026 à Calgary, à Québec et à Toronto. Ceux-ci aborderont les points suivants :

- le bien-être et la santé physique et psychologique;
- une vue d'ensemble du RRES et des régimes de retraite publics;
- et des informations et des ressources en matière de planification financière.

REMPLACEMENT D'UNE ADJOINTE EXÉCUTIVE

Stephanie Malinsky, adjointe exécutive au Bureau de la trésorerie nationale, retournera à son poste en Ontario afin de participer et assurer la coordination d'une importante ronde de négociations avec les conseils scolaires de la province, la plus grande table de négociation du syndicat.

Stéphanie a apporté un soutien inestimable au BSTN et à moi en particulier. Son leadership nous a été extrêmement précieux, notamment dans notre service événementiel, où nous avons largement bénéficié de son expertise en matière de planification et d'exécution de nos événements.

Stéphanie est une grande amie, et je lui suis profondément reconnaissante d'avoir accepté cette mission lorsque je le lui ai demandé. Je soutiens pleinement son retour à son poste en Ontario. Ses compétences, son leadership et son amitié manqueront énormément au BSTN, mais les membres des conseils scolaires de l'Ontario ont une grande chance de la retrouver à un moment aussi crucial. Merci, Stéphanie. Tu vas beaucoup me manquer.

Je suis en train de sélectionner une personne pour remplacer Stéphanie et je vous communiquerai plus d'informations à ce sujet dès que les détails et les échéanciers seront établis. Stéphanie a accepté de rester à son poste jusqu'à ce que le processus de remplacement et la transition soient terminés.

Départs à la retraite

Barbara A. Dafoe, Bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} novembre 2025

Dimitria Toluso, Bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} novembre 2025

David Dickson, Bureau de Barrie, 1^{er} décembre 2025

Jacqueline Lancaster, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} février 2026

Gregory K. Ingram, Bureau de Kelowna, 1^{er} février 2026

Marcos J. Salib, Bureau de Moncton, 1^{er} février 2026

Mariko V. Wolf, Bureau de London, 1^{er} mars 2026

Paul Zamperin, Bureau de Peel, 1^{er} mars 2026

Matthew Fith, Direction des services nationaux, 1^{er} mai 2026

Donna G. Ryan, Bureau de Corner Brook, 1^{er} juillet 2026

Manon Albert, Bureau régional du Québec, 1^{er} avril 2027.

CONCLUSION

Alors que nous entamons un nouveau mandat de deux ans, je suis pleine d'optimisme et déterminée à poursuivre nos progrès. Notre congrès national nous a rappelé l'énergie, la passion et la détermination incroyables qui animent nos membres partout au pays. Cet esprit de solidarité et de militantisme continuera de nous guider dans les mois à venir.

Ensemble, nous allons conserver l'élan du congrès, avec un objectif renouvelé et un profond sentiment d'unité dans notre engagement en faveur de la justice, de l'équité et de la qualité des services publics. Grâce au dévouement de nos sections locales, de nos dirigeantes et dirigeants, de nos militantes et militants, le SCFP continuera à accroître son pouvoir collectif et à construire un avenir meilleur pour les travailleuses, les travailleurs et les communautés que nous servons.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,

A handwritten signature in black ink, reading "Candace Rennick". The script is fluid and cursive, with the first name "Candace" written in a larger, more prominent style than the last name "Rennick".

CANDACE RENNICK

:nf/sec